

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTRE

JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Diplômes permettant l'accès au diplôme de maître d'éducation physique et sportive et au brevet d'Etat.

Le ministre de l'éducation nationale et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,

Vu le décret n° 73-443 du 20 avril 1973 relatif aux attributions de M. Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ;

Vu le décret du 17 mars 1945, modifié par l'article 1^{er} du décret du 1^{er} juillet 1952 relatif au diplôme de maître d'éducation physique et sportive ;

Vu l'article 1^{er} de l'arrêté du 17 juillet 1952, modifié notamment par les articles 1^{er} des arrêtés des 2 décembre 1963 et 26 octobre 1966, fixant la liste des diplômés dont les titulaires peuvent se présenter au diplôme de maître et au brevet d'Etat d'éducation physique et sportive ;

Vu le décret n° 69-102 du 18 janvier 1969 relatif au brevet d'études professionnelles ;

Vu la lettre du 26 août 1971 du ministre de l'éducation nationale (direction chargée des établissements d'enseignement élémentaire et secondaire),

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} de l'arrêté du 2 décembre 1963 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les diplômés prévus par l'article 1^{er} du décret du 1^{er} juillet 1952 dont les titulaires peuvent se présenter au diplôme de maître d'éducation physique et sportive et au brevet d'Etat sont les suivants :

« Brevet d'études professionnelles. »

Art. 2. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 9 octobre 1973.

Le ministre de l'éducation nationale,

Pour le ministre et par délégation :

Le chargé de mission,
RAYMOND SOUBIE.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur du cabinet,
ALAIN GRELLETY BOSVIEL.

MINISTRE DE LA JUSTICE

**Décret n° 73-985 du 18 octobre 1973
relatif au montant nominal des actions.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'économie et des finances, du ministre du développement industriel et scientifique et du ministre des départements et territoires d'outre-mer,

Vu la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, et notamment son article 268 ;

Vu le décret n° 67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales, et notamment son article 206 complété par l'article 13 du décret n° 67-1112 du 19 décembre 1967 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le deuxième alinéa de l'article 206 du décret susvisé du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales est remplacé par les dispositions suivantes :

« Toutefois :

« 1° Les sociétés dont les actions sont inscrites à la cote officielle des bourses de valeurs ou dont les actions ont été admises à la cote officielle des bourses de valeurs par une décision de la commission des opérations de bourse peuvent diviser leur capital en actions dont la valeur nominale ne doit pas être inférieure à 10 F.

« 2° Les sociétés qui, au titre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise, attribuent leurs propres actions et les sociétés d'investissement à capital variable qui reçoivent, directement ou indirectement, des versements au même titre peuvent, à cet effet, créer des coupures d'actions d'un montant nominal qui ne peut être inférieur à 10 F. En cas de réduction de la valeur nominale des actions à un montant égal ou inférieur à celui des coupures ci-dessus mentionnées, celles-ci seront échangées contre des actions. »

Art. 2. — Le présent décret est applicable dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de Wallis et Futuna, de Saint-Pierre et Miquelon et des Terres australes et antarctiques françaises.

Art. 3. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie et des finances, le ministre du développement industriel et scientifique et le ministre des départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 octobre 1973.

PIERRE MESSMER.

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
JEAN TAITTINGER.

Le ministre de l'économie et des finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le ministre du développement industriel et scientifique,
JEAN CHARBONNEL.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer,
BERNARD STASI.

Conseil d'Etat.

Par arrêté du Premier ministre en date du 23 octobre 1973, pris sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Dewost (Jean-Louis), maître des requêtes au Conseil d'Etat, est maintenu dans la position de détachement de longue durée, à la disposition du ministre des affaires étrangères pour exercer, à compter du 1^{er} novembre 1973, les fonctions de juriconsulte auprès du conseil des ministres des communautés européennes.

MINISTRE DE L'INTERIEUR

Concours ouvert pour le recrutement d'attachés de préfecture.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 24 octobre 1973, il est ajouté Nouméa à la liste des centres d'examen prévus à l'article 4 de l'arrêté du 29 juin 1973 qui fonctionneront à l'occasion des épreuves écrites du concours d'attaché de préfecture des 6 et 7 novembre 1973.

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Répartition de crédits.

Le ministre de l'économie et des finances,

Vu l'article 7 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1973,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Est annulé sur 1973 un crédit de 475.295 F applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau A annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Est ouvert sur 1973 un crédit de 475.295 F applicable au budget et aux chapitres mentionnés dans le tableau B annexé au présent arrêté.

Art. 3. — La présente répartition de crédits s'accompagne du transfert de l'emploi mentionné au tableau C annexé au présent arrêté.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 octobre 1973.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,
MAURICE CARADET.